

CANICULE

**Nous, directrices et directeurs,
savons que nos établissements
tiennent grâce aux femmes et aux
hommes qui les font vivre.**



La canicule qui frappe actuellement notre pays n'est plus un épisode exceptionnel. Elle est devenue une réalité avec laquelle les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux doivent désormais composer chaque été. Une fois encore, les professionnel-le-s répondent présent-e-s. Comme durant la crise du Covid, ils/elles adaptent les organisations, multiplient les gestes de prévention, renforcent la surveillance des personnes les plus fragiles, réorganisent les plannings, compensent les absences et assument, souvent dans des conditions éprouvantes, une responsabilité immense. Leur engagement est exemplaire. Il mérite notre reconnaissance collective.

Mais il serait irresponsable de s'en satisfaire. Car derrière cette mobilisation se cache une réalité beaucoup plus préoccupante : notre système repose de plus en plus sur le dévouement des équipes pour compenser des fragilités devenues structurelles. La chaleur ne crée pas les difficultés ; elle les révèle.

Elle révèle des effectifs insuffisants pour assurer un accompagnement renforcé auprès des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, des patient-e-s les plus vulnérables. Elle révèle des bâtiments vieillissants, mal isolés, parfois impossibles à rafraîchir durablement. Elle révèle des années de sous-investissement dans les équipements, dans le patrimoine immobilier et dans les conditions de travail. Nous, directrices et directeurs d'établissements, prenons pleinement notre part de responsabilité. Chaque jour, nous faisons des choix difficiles pour garantir la sécurité des personnes accueillies et soutenir nos professionnel-le-s. Mais nous refusons que l'on continue à considérer comme normale une situation où la qualité de la réponse dépend essentiellement de l'engagement des équipes. Le courage ne peut pas être une politique publique.

Nous ne pouvons pas continuer à gérer des crises climatiques qui deviennent récurrentes à coups de plans blancs, de plans bleus et de mesures d'urgence.

Ces dispositifs sont indispensables lorsqu'une crise survient. Ils ne peuvent pas tenir lieu de stratégie nationale face à une évolution climatique désormais prévisible.

L'adaptation de nos établissements au changement climatique doit devenir une priorité nationale. Cela suppose un plan pluriannuel ambitieux de rénovation thermique et énergétique des établissements, un investissement massif dans les équipements de rafraîchissement, une politique volontariste de modernisation du patrimoine et surtout un renforcement durable des effectifs. Il est urgent que les politiques actent l'urgence et la nécessité d'un financement de la Sécurité Sociale à la hauteur des besoins et non au rabais.

Les personnes les plus fragiles nécessitent davantage de présence humaine lorsque les températures s'emballent. Cette réalité ne peut plus être ignorée. À chaque épisode de canicule, la même mécanique se répète : les équipes tiennent, les établissements s'adaptent, les pouvoirs publics saluent la mobilisation... puis tout recommence l'été suivant.

Nous ne pouvons plus accepter que l'exception devienne la norme. Le changement climatique n'est plus une hypothèse ; il est notre quotidien. Les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux doivent être préparés à cette nouvelle réalité.

Cela exige des décisions courageuses, des financements à la hauteur des besoins et une vision de long terme.

La protection des personnes les plus vulnérables mérite mieux qu'une gestion permanente de l'urgence.

La Fédération de la Santé et de l'Action Sociale de la CGT appelle à la grève et à la mobilisation le 15 septembre 2026 afin de dénoncer l'austérité budgétaire qui dégrade nos établissements et nos conditions de travail.

LE 29 SEPTEMBRE 2026, UNE INTERSYNDICALE MOBILISERA TOUS LES FONCTIONNAIRES AFIN D'EXIGER NOTAMMENT L'AUGMENTATION DU POINT D'INDICE, DES FINANCEMENTS POUR LES SERVICES PUBLICS ET L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMME/HOMME.